



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile de France-Gif sur Yvette

Avenue de la Terrasse 91198 GIF SUR YVETTE Cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur :

C.N.R.S

Délégation Ile de France Gif-sur-Yvette

Avenue de la Terrasse

91198 GIF SUR YVETTE Cedex

Objet de la consultation :

Prestations relatives à la réalisation des dossiers techniques amiante, de diagnostics amiante avant travaux et plomb et de contrôles de restitution après travaux amiante des unités de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette du CNRS.

TABLE DES MATIERES

GLOSSAIRE	4
1 OBJET DE LA CONSULTATION	6
2 RECOURS A L'ACCORD-CADRE	6
3 LIMITE DE PRESTATION.....	6
4 DESCRIPTION DU PÉRIMÈTRE	6
5 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE	6
6 RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET LE TITULAIRE.....	7
6.1 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE	7
6.2 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU CNRS	7
7 ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
7.1 SUJETIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION	8
7.2 ÉTENDUE DE LA PRESTATION	9
8 DÉROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE	9
8.1.1 Documents à fournir par le titulaire	10
8.1.2 Documents à fournir par le STL (si existant)	10
8.2.1 Documents à fournir par le Titulaire	10
8.2.2 Documents à fournir par le CNRS (si existant)	11
8.3 PILOTAGE	11
8.4 ORGANISATION.....	11
9 QUALIFICATION DU PERSONNEL	12
10 NORMES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES	12
10.1 GENERAL.....	12
10.2 PAR METIER	12
11 HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT	13
11.1 GÉNÉRALITÉS	13
11.2 PLANS DE PRÉVENTION.....	13
11.3 AMIANTE.....	13
11.3.2 Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante	13
11.3.3 Protection des travailleurs	14
11.4 SÉCURITÉ	14
11.5 MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	14
11.6 FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE	14
12 GÉNÉRALITÉS	14
12.1 GÉNÉRALITÉS	14

12.2	NORMES ET RÈGLEMENTS.....	15
12.2.1	Amiante.....	15
12.2.2	Plomb.....	16
13	REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX	17
13.1	PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE DE RECONNAISSANCE	17
13.2	VISITE DE RECONNAISSANCE POUR FINALISER L'OFFRE.....	17
13.3	MISSION D'INSPECTION SUITE RECEPTION D'UNE COMMANDE D'ENGAGEMENT.....	17
13.3.2	Sondage.....	17
13.3.3	Prélèvements	18
13.4	RENDU DE LA MISSION	18
14	CONTROLES DE RESTITUTION OBLIGATOIRES EN FIN DE TRAVAUX DE DESAMIANPAGE	19
14.1	PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE	19
14.2	MESURES DU NIVEAU D'EMPOUSSIEREMENT	19
14.2.1	L'opération de travaux est une opération de désamiantage :	19
14.2.2	L'opération de travaux inclut un désamiantage :	19
14.3	RENDU DE LA MISSION	19
15	CONTROLE PONCTUEL AMIANTE HORS TRAVAUX.....	20
15.1	PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE	20
15.2	PRELEVEMENT SURFACIQUE	20
15.3	MESURES DU NIVEAU D'EMPOUSSIEREMENT	20
15.4	RENDU DE LA MISSION	20
16	Diagnostic Amiante Avant Démolition	21
17	MISE A JOUR DES DTA	21
18	DIAGNOSTIC PLOMB	22
18.1	PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE	22
18.2	VISITE DE RECONNAISSANCE AFIN DE FINALISER UNE OFFRE	22
18.3	MISSION DE REPÉRAGE SUITE A LA RECEPTION D'UNE COMMANDE	22
18.4	RENDU DE LA MISSION	23
19	COUTS DES PRESTATIONS	23
20	ANNEXE	23

GLOSSAIRE

A : Accord-cadre
AP : Assistant de prévention

B

C

Contrat : contrat valant accord cadre à bons de commandes
CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
CNRS : Centre National de Recherche Scientifique
CTB : Correspondant Technique du Bâtiment

D

DAAT : Diagnostic Amiante Avant Travaux
DTA : Dossier Technique Amiante
DR04 : Délégation Régionale Île-de-France Gif-Sur-Yvette

E

EPI : Equipement de Protection Individuelle

F

G

H

ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement

J

K

LOGIC Base de données patrimoniales du CNRS

M

MPCA : Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante

N

O

P

PV : Procès-Verbal

Q

R

S

SHON : Surface Hors Œuvre Nette

SPS : Service Prévention et Sécurité

STL : Service Technique et Logistique

T

U

Unité Administrative Entité CNRS établissant une commande d'engagement

UD : Unités de Diagnostic

V

W

X

Y

Z

ZRR : Zone à Régime Restrictif

1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document a pour objet de présenter les différentes prestations, dues par le Titulaire, relatives à la réalisation des dossiers techniques amiante, des diagnostics avant opérations et de contrôles après opérations des unités et services gérés par la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette du CNRS.

Les diagnostics et contrôles en question sont :

- Le repérage amiante avant travaux.
- Les contrôles de restitution obligatoires en fin de travaux de désamiantage
- Les contrôles amiante ponctuels hors travaux
- La réalisation de DTA pour les bâtiments non pourvus de DTA
- La mise à jour des DTA
- Le repérage amiante avant démolition.
- Le diagnostic plomb.

2 RECOURS A L'ACCORD-CADRE

Cet accord cadre est à destination de l'ensemble des unités et services de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette du CNRS.

3 LIMITE DE PRESTATION

Dans le cadre de diagnostics et de contrôles qui relèvent de la responsabilité d'un hébergeur autre que le CNRS, il est préalablement demandé une autorisation par écrit.

4 DESCRIPTION DU PÉRIMÈTRE

La délégation Île-de-France Gif-sur-Yvette assure le suivi et la gestion de 113 unités de recherche et de service, implantées sur 10 communes : Bures-sur-Yvette, Chatillon, Evry, Fontenay-aux-Roses, Gif-sur-Yvette, Guyancourt, Orsay, Palaiseau, Saclay et Versailles.

Ces unités sont hébergées sur un campus CNRS de Gif-sur-Yvette ou chez un partenaire.

La délégation représente 15% du patrimoine bâti du CNRS (soit 168 000 m² SDP) comprenant notamment un parc d'environ 70 logements.

Les disciplines du CNRS fortement représentées dans les unités de recherche et de service de la circonscription sont : la biologie, la chimie, les mathématiques, l'informatique, la physique, les sciences de la terre et de l'univers.

En complément des locaux relevant du code du travail, des installations scientifiques spécifiques (laboratoires à risques biologiques ou radioactifs, animaleries, salles blanches...) ou des unités avec des zones à régime restrictif le patrimoine comprend actuellement huit bâtiments relevant de la réglementation des établissements recevant du public et deux installations classées pour la protection de l'environnement.

5 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

En cours de marché, le nombre de locaux, d'équipements ou d'installations à inspecter peut-être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants : ouverture du périmètre de la circonscription (nouveaux bâtiments, nouveaux sites) pour y intégrer de nouvelles installations, suppression d'équipements, suspension de fonctionnement et d'exploitation, installations de nouveaux équipements.

6 RELATIONS ENTRE LE POUVOIR ADJUDICATEUR ET LE TITULAIRE

6.1 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE

Le Titulaire retenu désigne :

Le Responsable de l'accord cadre :

Le Titulaire s'engage à désigner un responsable technico-commercial/Chargé d'affaire qui est l'interlocuteur privilégié du CNRS. Il assure le suivi contractuel entre le CNRS et les intervenants du Titulaire. Il rend compte périodiquement de la réalisation des tâches effectuées dans le but d'assurer un suivi précis et une optimisation permanente de ses interventions. Il participe aux réunions organisées par le CNRS.

Il est le garant des engagements pris par le titulaire du marché. A ce titre il est le seul interlocuteur du CNRS et ne peut sous couvert d'une organisation de l'entreprise différente de celle demandée par le CNRS déroger à cette responsabilité. Une continuité d'activité doit être assurée par un suppléant ayant les mêmes qualifications et expérience dans le domaine.

A chaque demande d'intervention, responsable technico-commercial/Chargé d'affaire doit :

- Participer aux visites préalables et au plan de prévention.
- Proposer une offre conforme aux exigences du présent document ou de la demande d'interventions.
- Fournir la mise à jour du planning d'intervention et les moyens humains qui seront mis à disposition.

Dans le cadre de la gestion des équipes, le responsable technico-commercial/Chargé d'affaire doit être particulièrement attentif au bon transfert d'informations sur le fonctionnement et les procédures en vigueur lors de l'arrivée d'un nouvel élément au sein des équipes en place. Il doit faire veiller au quotidien, au respect des règles de sécurité et notamment à l'application des moyens de protection et de prévention définis dans les plans de prévention pour les opérations.

Le Titulaire tient à jour la liste et les documents liés à son personnel et les tient à disposition du CNRS :

- Grille des compétences.
- Copie des certificats de formation.
- Niveau d'habilitation.

Contrôleur technique :

Le Titulaire désigne avant chaque intervention les noms et coordonnées des personnes chargées des vérifications. Les contrôleurs techniques doivent être qualifiés et habilités selon leur secteur d'intervention.

6.2 PRÉSENTATIONS DES INTERLOCUTEURS DU CNRS

Le CNRS est représenté par son délégué régional qui confie différentes missions à :

- Responsable du Service Prévention et Sécurité de la délégation ou son représentant :

Interlocuteur principal du présent accord-cadre, il assure le suivi des prestations du Titulaire ou de ses intervenants. Il est le référent technique vers lequel le Titulaire se tourne pour toute demande d'information technique et/ou organisationnelle.

Il est l'un des interlocuteurs pouvant être à l'origine d'une demande d'intervention.

- Responsable du Service Technique et Logistique de la délégation ou son représentant :

Interlocuteur principal du présent accord-cadre, il assure le suivi des prestations du Titulaire ou de ses intervenants. Il est le référent technique vers lequel le Titulaire se tourne pour toute demande d'information technique et/ou organisationnelle.

Il est l'un des interlocuteurs pouvant être à l'origine d'une demande d'intervention.

- Directeur de l'unité de service ou de recherche (laboratoire) ou son représentant :

Le directeur désigne un agent de son unité qui le représente dans le suivi des prestations de l'accord-cadre. Celui-ci peut être issu du domaine technique (CTB, Responsable technique), administratif (Administrateur, gestionnaire), préventeur (Assistant de Prévention) ou scientifique. Ce représentant accompagne le Titulaire pour toute intervention dans les locaux de l'unité.

Les bâtiments ont une activité, notamment scientifique, permanente. Le Titulaire peut être amené à attendre l'autorisation donnée par le directeur de l'Unité inspectée, ou son représentant, pour effectuer les prestations.

Les interventions sont majoritairement menées en période d'activité des unités.

Assistants de prévention (AP) :

Les assistants de prévention de chaque unité peuvent être consultés par le Titulaire pour des questions relevant de la prévention du risque. Il peut être à l'origine d'une demande d'intervention dans le cadre des prestations définies dans le chapitre 2 auxquelles il peut recourir. Il est responsable de sa demande et des devis et installations qui en découlent.

7 ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

7.1 SUJETS GÉNÉRAUX D'EXECUTION

Les opérations de diagnostics, de repérages ou de contrôles sur site consistent en des visites de reconnaissances, des inspections visuelles, des sondages, des prélèvements. Le CNRS s'engage à permettre l'accès à l'ensemble des espaces, installations ou équipements concernés par les diagnostics. Le Titulaire n'a en aucun moment la garde des appareils. Certains équipements (équipements de travail, machines de levage...) peuvent uniquement être manipulés par des personnes formées à ces appareils. Le CNRS s'engage alors à mettre en assistance une personne qualifiée et habilitée (CNRS ou mainteneur) pour effectuer l'ensemble des manœuvres ou les préparations nécessaires aux diagnostics.

La prestation du Titulaire et de leurs sous-traitants éventuels comprend, de façon non limitative :

- La déclaration des sous-traitants
- Le renseignement des formulaires d'accès en ZRR
- Le report au CNRS de l'ensemble des diagnostics réalisés dans les délais impartis.
- L'émission d'un avis sur la possibilité de conserver une installation en service (notamment avec les préconisations pour les mesures conservatoires à mettre en œuvre).
- La mise en place d'étiquette de traçabilité de présence d'amiante ou de plomb
- La restitution des investigations approfondies, des sondages, des prélèvements et des analyses effectuées.
- La rédaction, dans les délais impartis, des rapports de mission de repérages des produits pouvant contenir de l'amiante ou des rapports de diagnostic plomb.

- Le cas échéant, des investigations complémentaires nécessaires pendant les opérations de démolitions en cas de circonstances imprévues.
- La réalisation des DTA
- La mise à jour des DTA.

Le titulaire mettra à disposition une plateforme d'échange avec les différents interlocuteurs du CNRS pour pouvoir accéder aux :

- Avis de passage ;
- Devis.
- Rapports

7.2 ÉTENDUE DE LA PRESTATION

7.2.1 Etendue de la prestation pour les visites ponctuelles sur demande

En prévision de futurs travaux ou opérations dans des espaces ou sur des installations et équipements, le CNRS peut demander, auprès du Titulaire, un repérage amiante avant travaux/démolition ou un diagnostic plomb. Ces opérations ont pour objectif de déterminer la présence ou non d'amiante ou de plomb au sein des espaces, des installations ou équipements concernés.

A l'issue de chaque intervention, un rapport daté et signé par la personne chargée du diagnostic ou du repérage doit être établi, par unité administrative subdivisée par bâtiment, voir par équipement ou installation le cas échéant et transmis au plus tard 5 jours ouvrés après la visite de reconnaissance. Ce rapport doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

La mise en place d'étiquette de traçabilité de présence d'amiante ou de plomb sera apposée sur l'équipement ou l'installation concernée au moyen d'une signalétique appropriée (étiquette, pastille...). Inaltérables, elles sont datées du dernier contrôle et placées de manière visible jusqu'à la prochaine visite.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage défini par le CNRS

7.2.2 Etiquette de traçabilité

Une étiquette de traçabilité sera utilisée pour identifier facilement la présence d'amiante et de plomb.

Cette étiquette devra être apposée dans une dimension qui permette sa visualisation de manière optimale. Ce support sera validé par le CNRS.

8 DÉROULEMENT, SUIVI ET PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

Le CNRS s'engage à assurer l'accès aux installations et à transmettre les éléments d'informations qu'il a en sa possession.

Le CNRS s'engage également à désigner un agent de l'unité concernée pour accompagner le Titulaire au cours de ses contrôles. Ces accompagnants facilitent le déroulement de la mission et réalisent les manœuvres nécessaires. Le Titulaire n'a à aucun moment la garde des installations.

Lorsque le Titulaire fait la constatation d'une anomalie, considérée comme dangereuse, il fait immédiatement remonter l'information au CNRS.

8.1 RÉUNION DE LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Avant le démarrage de l'accord cadre, une réunion d'enclenchement est organisée par le Service Technique et Logistique sur le site de Gif-sur-Yvette avec l'ensemble des intervenants du Titulaire retenu ainsi que le service Prévention et Sécurité et le pôle achat du CNRS. À l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS et un Plan de Prévention est initié.

8.1.1 Documents à fournir par le titulaire

La liste définie ci-après n'est pas exhaustive. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre document qu'il juge nécessaire.

- La liste des personnels intervenants ainsi qu'un organigramme fonctionnel.
- La liste des sous-traitants.
- Un prototype de tableau de reporting

Pour rappel le tableau de reporting comprendra par site, puis par unité administrative, subdivisé par bâtiment et par équipement ou installation, les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- Date d'établissement du devis, de la commande et de la facture,
- Nature du rapport : Diagnostic avant travaux, diagnostic après travaux, DTA, prélèvements surfaciques, prélèvements atmosphériques
- Date des diagnostics/prélèvements/visites,
- Nom de l'intervenant,
- Etat des supports diagnostiqués,
- Suivi du DTA et de l'état de conservation des matériaux

Les indicateurs du tableau de bord sont définis dès la réunion de lancement. Le Titulaire peut proposer d'autres éléments à reporter.

8.1.2 Documents à fournir par le STL (si existant)

- Liste des contacts CNRS par unité,
- Plans d'ensemble de la localisation des unités de la circonscription.
- Modalités de déclaration d'accès ZRR (Tableau T0).
- Liste des DTA
- Le pressenti de planning prévisionnel.

8.2 PREMIERE REUNION DE SUIVI D'ACTIVITE

Cette réunion se déroule au plus tard trois semaines après la réunion de lancement et permet de finaliser certains points évoqués lors de la réunion de lancement. La récurrence des entrevues de suivi d'activité est définie lors de cette entrevue. A l'issue de cette réunion, un compte-rendu est établi par le CNRS.

8.2.1 Documents à fournir par le Titulaire

La liste définie ci-après n'est pas exhaustive. Il convient au Titulaire de transmettre tout autre

document qu'il juge nécessaire.

- Un état des lieux des déclarations d'accès en ZRR (To remplis).
- Le Plan de Prévention signé par le titulaire et tous ses sous-traitants.
- La version finale du tableau de reporting.
- Un tableau de suivi financier
- Un planning prévisionnel des interventions de suivi des DTA
- Support d'inventaire mis à jour.

8.2.2 Documents à fournir par le CNRS (si existant)

- Plans des locaux,
- La liste des locaux, équipements ou installations à diagnostiquer avec leur localisation,
- Certificats de consignation des réseaux (électriques, fluidiques, etc.) lorsque nécessaire,
- Rapport de diagnostics ou de repérages antérieurs.

8.3 PILOTAGE

Chaque unité administrative prend contact auprès du Titulaire pour déterminer une date d'intervention.

Aucun changement de date ou d'horaire d'intervention pour une inspection en cours ne peut se faire sans l'autorisation expresse de l'unité administrative organisatrice.

8.4 ORGANISATION

Le Titulaire réalise habituellement les visites en jours ouvrés, dans la plage horaire de 8H00 à 18H00.

Exceptionnellement et afin de limiter la gêne occasionnée, le CNRS peut demander à ce que certaines visites soient réalisées en dehors des jours ouvrés et/ou en dehors de la plage horaire habituelle. Cette prestation doit être effectuée en présence d'un représentant de l'unité administrative ou du STL.

Dans le but d'assurer un suivi de l'ensemble des visites effectuées sur les sites, le Titulaire tient à jours un tableau de reporting.

Des réunions semestrielles sont organisées par les responsables du STL et SPS ou leurs représentants avec le titulaire du marché ou seront conviés les Directeurs d'unité/de service ou de recherche ou leur représentant.

8.5 ETABLISSEMENT DES OFFRES ET PRISE DE RDV

- Offre de reconnaissance pour diagnostic amiante:

Le Titulaire suite à une demande de RDV par mail devra répondre sous maximum 48H00 en jour ouvré et proposer un RDV au maximum 5 jours suite à la demande exprimée par mail. Le CNRS aura la possibilité en cas d'incompatibilité d'agenda notamment de prolonger le délai des 5 jours.

Le titulaire, suite à l'envoi d'une demande d'offre du CNRS et sous couvert que la demande comporte tous les éléments nécessaires à son établissement, aura l'obligation de l'envoyer sous maximum 48H00 en jour ouvré

- Offre suite reconnaissance sondage/prélèvement pour diagnostic amiante:

Le titulaire, suite à l'intervention de reconnaissance aura l'obligation d'envoyer l'offre sous maximum 48H00 en jour ouvré.

- Offre de reconnaissance pour diagnostic plomb et mise à jour DTA:

Le Titulaire suite à une demande de RDV par mail devra répondre sous maximum 48H00 en jour ouvré et proposer un RDV au maximum 5 jours suite à la demande exprimée par mail. Le CNRS aura la possibilité en cas d'incompatibilité d'agenda notamment de prolonger le délai des 5 jours.

Le titulaire, suite à l'envoi d'une demande d'offre du CNRS et sous couvert que la demande comporte tous les éléments nécessaires à son établissement, aura l'obligation de l'envoyer sous maximum 48H00 en jour ouvré

8.6 ETABLISSEMENT PLANNING

Le Titulaire aura l'obligation lors de la prise en charge du marché de prévenir le CNRS par anticipation de 3 mois des échéances quant à la mise à jour du DTA.

9 QUALIFICATION DU PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à justifier de tous les agréments, accréditations, certifications et/ou habilitations nécessaires à la réalisation de ses prestations.

Les laboratoires d'analyses sont accrédités suivant les exigences réglementaires.

Le Titulaire affecte des personnels qualifiés pour effectuer les missions qui leurs sont confiées. Le Titulaire atteste par écrit et nommément, de la qualification et de l'expérience de chacun des collaborateurs (personnel d'exécution et d'encadrement, bureau d'études) qu'il envisage d'affecter au CNRS, pour la réalisation de la prestation. Le CNRS donne son approbation et peut demander au Titulaire de remplacer un personnel dont la compétence ou la conduite n'est pas satisfaisante.

Le titulaire met à la disposition de son personnel affecté à l'exécution de l'accord cadre tout moyen humain ou technique lui permettant de comprendre les directives, les consignes particulières et les règles de sécurité qui leur sont communiquées pour l'exécution des prestations. Les personnels affectés doivent également porter une tenue identifiable et le logo du Titulaire de façon visible.

Tout intervenant, expert ou sous-traitant participant à la mission s'engage à respecter une stricte confidentialité sur l'ensemble des informations transmises par le titulaire et mises à la disposition de celui-ci, et plus particulièrement celles relatives aux unités et bâtiments qu'il est amené à connaître dans le cadre de la mission.

10 NORMES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES

10.1 GENERAL

Le Titulaire se conforme à la Réglementation Française applicable à la date d'exécution des interventions, code du travail, réglementation hygiène et sécurité, code de l'environnement...

10.2 PAR METIER

Sauf indications contraires ou complémentaires au présent accord-cadre, le Titulaire doit toujours s'assurer du respect des règles de l'art et toutes les normes et réglementations en vigueur.

11 HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

11.1 GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire chargé de la réalisation des visites doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date des visites.

Le Titulaire concerné doit veiller à l'application stricte des dispositions d'hygiène et de sécurité et exercer une surveillance continue lors de ses interventions afin d'éviter tous accidents aux intervenants travaillant sur site ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le site et à celles qui sont étrangères à celui-ci.

Les visites devant être réalisées dans un établissement en activité, le Titulaire chargé de la réalisation de la prestation doit se conformer intégralement aux dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

De plus, il est également tenu de se conformer à toutes dispositions complémentaires utiles à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, demandées par le Service Technique et Logistique et le Service Prévention et Sécurité. La mise en œuvre et l'application de ces dispositions complémentaires sont à l'entière responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire est responsable de tous les accidents ou dommages causés par le fait d'une faute lors de ses interventions ou d'une faute commise par un de ses agents. Le Titulaire s'engage à garantir au pouvoir adjudicateur, la possibilité du CNRS à établir un recours contre lui, en cas d'inobservation de ses obligations.

11.2 PLANS DE PRÉVENTION

Conformément au Décret n°92-158 du 20 février 1992, le Titulaire s'engage à procéder systématiquement, et ce préalablement à l'exécution de ses opérations, à une visite d'inspection commune des lieux de travail, avec un représentant du CNRS. Cette visite vise à identifier les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels de chacun. A la suite de la notification du marché, une première visite d'inspection commune est réalisée dans le but d'établir un plan de prévention annuel définissant les mesures, prises par chaque entreprise, en vue de prévenir les risques récurrents. Ce plan de prévention annuel doit être complété par un plan de prévention ponctuel dans les cas suivants :

- Interventions spécifiques non cadrées dans le plan de prévention annuel.
- Interventions dans des locaux ou sur des terrains dont le CNRS n'est pas propriétaire.
- Interventions avec un(des) sous-traitant(s) non déclaré(s) dans le plan de prévention annuel.

Le Titulaire se doit d'informer ses intervenants et ses sous-traitants des mesures définies dans le plan de prévention, et veille au respect de celles-ci.

11.3 AMIANTE

11.3.1 Dossiers techniques amiantes et diagnostic amiante avant travaux

Au titre de l'Article R.4511-8 du Code du Travail, le CNRS s'engage à informer le titulaire de toute présence suspecte ou avérée d'amiante et de lui transmettre les rapports de diagnostic amiante avant travaux et dossiers technique amiante antérieurs.

11.3.2 Interventions sur des matériaux, matériels ou équipements susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Le Titulaire dispose d'une certification permettant d'effectuer des prélèvements sur des éléments amiantés.

11.3.3 Protection des travailleurs

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions définies dans le Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et les décrets n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

11.4 SÉCURITÉ

Les agents du Titulaire doivent porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant d'identifier clairement l'entreprise.

Ils doivent utiliser les accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs interventions et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Le Titulaire doit informer ses agents des diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et doit s'assurer de leur respect.

Il doit informer au plus vite le CNRS, de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité des personnes.

Si un fait anormal lié aux diagnostics, vient à se produire, toutes les dispositions doivent être prises, par le responsable technique du STL, le responsable de l'unité concernée ou leurs représentants respectifs, pour suspendre l'opération et pour en informer immédiatement le Titulaire.

11.5 MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Sauf dispositions contraires, le Titulaire fournit les équipements de protection individuelle définis dans le plan de prévention et nécessaires à la réalisation des prestations, y compris pour les opérations effectuées en zone réglementée/confinée. Le Titulaire s'engage à ce que ses sous- traitants fournissent à leurs personnels intervenants les EPI nécessaires.

Le Titulaire doit utiliser son propre matériel. Le prêt de matériel au Titulaire par le personnel du CNRS est formellement interdit. Seules sont fournies par le CNRS les sur-chaussures jetables et les blouses utilisées lors de l'accès dans certaines zones confinées.

11.6 FORMATION, HABILITATION ET AUTORISATION DE CONDUITE

Le Titulaire et ses sous-traitants font intervenir des personnels formés sur les précautions à prendre pour assurer leur protection et celle des autres travailleurs présents. Le titulaire reçoit les consignes de déclaration d'accès aux zones à régime restrictif (ZRR) ainsi que les autorisations d'accès à ces zones après la notification du marché. Les contraintes d'accès en ZRR sont spécifiées dans le CCAP.

Le Titulaire et ses sous-traitants fournissent au CNRS les justificatifs exigés par la réglementation et tous les autres justificatifs demandés dans le plan de prévention.

12 GÉNÉRALITÉS

12.1 GÉNÉRALITÉS

Les prix unitaires du bordereau incluent notamment

- Les démontages nécessaires à la réalisation des sondages, y compris le remontage des éléments déposés et le bouchage des trous dans le cadre des diagnostics réalisés.
- Le maintien en parfait état de propreté des zones d'intervention, des locaux, et des voies d'accès empruntées.
- Les protections nécessaires afin d'assurer la propreté des locaux et la protection des personnes

- Les frais nécessaires aux prélèvements d'échantillons pour des analyses en laboratoire.
- L'utilisation d'Equipements de Protection Collective ou moyens d'accès (nacelle, échafaudage...)
- Les échafaudages, moyens de levage particuliers jusqu'à une hauteur d'assise de 3 m et la fourniture des certificats de conformité.
- Les frais nécessaires à la recherche de renseignements sur la nature et les caractéristiques des matériaux.
- Toutes les fournitures, tous frais de main-d'œuvre et autres sujétions.
- Tous frais de déplacement et de transport.
- Le coût de tous les matériels et matériaux utilisés et nécessaires à l'intervention du diagnostiqueur.
- Tous droits, impôts, taxes, assurances, frais généraux.
- D'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.
- Les frais de protection des travailleurs conformément à la législation du travail.
- La préparation de la mission telle que définie dans les articles 13.1, 14.1, et 15.1.
- La visite de reconnaissance telle que définie dans les articles 13.2, 14.2 et 15.2.
- La fourniture des rapports telle que définie dans les articles 13.4, 14.3 et 15.4.

12.2 NORMES ET RÈGLEMENTS

L'ensemble des listes définies ci-dessous ne sont pas limitatives. Le titulaire doit se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation applicable en vigueur.

12.2.1 Amiante

Les prestations sont exécutées conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 8 avril 2013 modifié, relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 7 mars 2013, relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

- Arrêté du 14 août 2012, relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, [...] et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Arrêté du 4 juin 2024 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 23 février 2012, définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012
- Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Norme NFX 46-020 : août 2017 – Norme Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 modifié, relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Dispositions applicables en fin de travaux :

- Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Article R1334-29-3 du Code de la Santé Publique
- Article R4412-139 et R4412-140 du Code du travail
- Norme NF X 43-050 : juillet 2021 - Détermination de la concentration en fibres d'amiante en microscopie électronique à transmission.
- NF X 43-269 : décembre 2017 - Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META-Comptage par MOCP.

12.2.2 Plomb

Les prestations sont exécutées conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Articles R4412-59 à R4412-93, articles R4412-152 et R4412-156 à 160 du code du Travail.
- Articles L.1334-5 à 12 du Code de la Santé Publique.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- Norme NF X 46-030 : avril 2008 - Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.
- Norme NF X 46 031 : avril 2008 - Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.
- À la circulaire DGS/SD7C/2001|27-UHC/QC/1 N° 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux risques d'accessibilité au plomb

13 REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

Le repérage de l'amiante avant opérations dans les immeubles bâtis consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante.

Ce repérage doit être réalisé conformément aux règles de l'art et à la norme NF X 46-020, qui définit le contenu, la méthode et les modalités de mission de repérage d'amiante dans les immeubles bâtis notamment dans les cas de repérages avant travaux.

La nature du repérage et des bâtiments ou ouvrages inspectés sont précisés à chaque bon de commande.

13.1 PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ÉTABLIR UNE OFFRE DE RECONNAISSANCE

L'opérateur de repérage doit :

- Analyser le programme détaillé des travaux fourni par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.
- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation (avec les données nécessaires à la réalisation des travaux : surfaces...).
- Examiner les rapports de mission de repérage ou diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.

13.2 VISITE DE RECONNAISSANCE POUR FINALISER L'OFFRE.

L'opérateur de repérage doit effectuer une visite de reconnaissance afin de :

- Définir les investigations approfondies non destructives nécessaires.
- Définir les investigations approfondies destructives ou les démontages particuliers permettant d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir l'amiante.
- Définir les surfaces qui devront être protégées pour la réalisation des sondages et des prélèvements.
- Indiquer au CNRS les moyens que celui-ci doit mettre à sa disposition.

Ces éléments sont formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance adressé au CNRS. Ce compte rendu comprend les zones de sondage qui ont été identifiées par un marquage approprié et indélébile « in situ ». L'opérateur de repérage indique également, dans ce rapport, sa stratégie d'intervention.

13.3 MISSION D'INSPECTION SUITE RECEPTION D'UNE COMMANDE D'ENGAGEMENT

13.3.1 Inspection visuelle

L'opérateur de repérage identifie les composants de la construction, de l'installation ou de l'équipement, puis inspecte les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante constitutifs de ces composants conformément à la réglementation. Si l'opérateur ne repère pas de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante dans le composant de la construction, il doit l'indiquer clairement dans son rapport.

L'ensemble de ces éléments doit être indiqué dans le rapport, ainsi que les caractéristiques et l'état de conservation des éléments renseignés : nature, localisation, forme, aspect, ...

13.3.2 Sondage

Les sondages doivent être effectués conformément à la réglementation pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage.

Les sondages doivent faire l'objet d'un marquage approprié et indélébile « in situ » avec un identifiant unique (numéro, code...).

Suite aux sondages, les zones d'intervention sont aspirées au moyen d'un aspirateur à très haute efficacité et stabilisées au moyen d'un produit permettant la fixation des éventuelles fibres résiduelles.

En complément, les composants sondés doivent être restaurés (remontés, refixés, fermés rebouchés, selon la situation) de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

Pour chaque sondage, une fiche récapitulative est réalisée contenant :

- La localisation du sondage dans le bâtiment, l'installation ou l'équipement.
- La localisation du sondage dans le composant.
- Une description des différentes couches/matériaux rencontrés.
- Les prélèvements effectués suite au sondage.
- Une planche photographique.

Les fiches établies sont annexées au rapport.

13.3.3 Prélèvements

Si l'opérateur de repérage ne dispose d'aucune information concernant les MPCA, ou s'il estime insuffisante la qualité des informations dont il dispose, il appartient à l'opérateur de repérage de d'effectuer des prélèvements en vue d'analyses, afin de pouvoir conclure sur la présence ou à l'absence d'amiante dans les matériaux ou les produits susceptibles d'en contenir.

L'opérateur définit sous sa seule responsabilité, parmi les matériaux repérés, ceux qui nécessitent un ou plusieurs prélèvements. Le nombre de prélèvements est représentatif des surfaces considérées et doit, sauf justification, être conforme aux prescriptions de l'annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements doivent être effectués conformément à la réglementation pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage.

Les prélèvements doivent faire l'objet d'un marquage approprié et indélébile « in situ » avec un identifiant unique (numéro, code...). Chaque localisation de prélèvement est photographiée. Le cliché est annexé au rapport.

Suite aux prélèvements, les supports sont aspirés au moyen d'un aspirateur à très haute efficacité et stabilisés au moyen d'un produit permettant la fixation des éventuelles fibres résiduelles.

En complément, les supports doivent être restaurés de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

L'opérateur de repérage doit transmettre au laboratoire la fiche d'accompagnement des prélèvements conformément à la réglementation.

13.4 RENDU DE LA MISSION

A l'issue du repérage, le Titulaire établit un rapport de mission de repérage sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, voir équipement ou installation le cas échéant, doit faire apparaître un reportage photographique, qui identifie la zone où ont été réalisés les prélèvements.

Il est indiqué la présence ou non d'amiante pour chaque composant ou partie de composant figurant dans son compte-rendu de reconnaissance. Les fiches de sondages sont annexées au rapport.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité

administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

14 CONTROLES DE RESTITUTION OBLIGATOIRES EN FIN DE TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Le Titulaire doit, à la demande du CNRS, procéder à des mesures du niveau d'empoussièrement dans l'air, dans les locaux concernés par une opération de désamiantage, conformément aux réglementations applicables en vigueur.

14.1 PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE

L'opérateur doit :

- Analyser le programme détaillé des travaux fourni par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.
- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- Examiner le plan de retrait d'amiante et établir une stratégie d'échantillonnage qui détermine le nombre minimum de prélèvements à réaliser et leurs conditions de réalisation ;

14.2 MESURES DU NIVEAU D'EMPOUSSIEREMENT

Quel que soit l'issue des opérations de travaux impliquant un désamiantage, tous les mesurages du niveau d'empoussièrement comprennent successivement :

- La réalisation de prélèvements effectués conformément aux normes en vigueur ;
- L'analyse des échantillons prélevés : l'analyse des prélèvements est réalisée en microscopie électronique à transmission analytique (META) ;
- En fonction de l'issue des opérations de travaux impliquant un désamiantage, deux types de mesures du niveau d'empoussièrement peuvent être demandées.

14.2.1 L'opération de travaux est une opération de désamiantage :

Dans le cas d'une opération de désamiantage, une mesure d'empoussièrement libératoire contradictoire est demandée dans les locaux concernés par les travaux.

14.2.2 L'opération de travaux inclut un désamiantage :

Dans le cas où l'opération de travaux se poursuit après un désamiantage, deux mesures sont demandées dans les locaux concernés par les travaux :

- Une mesure d'empoussièrement libératoire contradictoire, à l'issue du désamiantage.
- Une mesure d'empoussièrement libératoire en fin d'opération, avant la restitution des locaux aux occupants.

14.3 RENDU DE LA MISSION

A l'issue de la mission, le Titulaire établit un rapport de mission de contrôles de restitution après travaux amiante sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, doit faire apparaître les résultats

d'analyse des différents échantillons prélevés.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

15 CONTROLE PONCTUEL AMIANTE HORS TRAVAUX

Dans le cadre de suspicion d'amiante dans des locaux non concernés par des travaux, le Titulaire doit, à la demande du CNRS, procéder à des mesures du niveau d'empoussièrement dans l'air ainsi qu'à des prélèvements surfaciques

15.1 PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE

L'opérateur doit

- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- Etablir une stratégie d'échantillonnage qui détermine le nombre minimum de prélèvements à réaliser et leurs conditions de réalisation.

15.2 PRELEVEMENT SURFACIQUE

Il appartient à l'opérateur de repérage de d'effectuer des prélèvements par frottis en vue d'analyses, afin de pouvoir conclure sur la présence ou à l'absence d'amiante sur les revêtements.

Chaque localisation de prélèvement est photographiée. Le cliché est annexé au rapport.

L'opérateur de repérage doit transmettre au laboratoire la fiche d'accompagnement des prélèvements conformément à la réglementation.

15.3 MESURES DU NIVEAU D'EMPOUSSIEREMENT

Tous les mesurages du niveau d'empoussièrement comprennent successivement :

- La réalisation de prélèvements effectués conformément aux normes en vigueur ;
- L'analyse des échantillons prélevés : l'analyse des prélèvements est réalisée en microscopie électronique à transmission analytique (META).

15.4 RENDU DE LA MISSION

A l'issue de la mission, le Titulaire établit un rapport de mission de contrôles amiante sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, doit faire apparaître les résultats d'analyse des différents échantillons prélevés.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

16 Diagnostic Amiante Avant Démolition

L'opérateur doit :

- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- Etablir une stratégie d'échantillonnage qui détermine le nombre minimum de prélèvements à réaliser et leurs conditions de réalisation afin de garantir la sécurisation de la démolition de l'ensemble de l'ouvrage.

A l'issue de la mission, le Titulaire établit un rapport de mission de contrôles amiante sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, doit faire apparaître les résultats d'analyse des différents échantillons prélevés.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

17 MISE A JOUR DES DTA

La mise à jour d'un Dossier Technique Amiante (DTA) est une étape cruciale pour assurer notamment la sécurité des personnels hébergés. Pour ce faire l'opérateur doit procéder triennalement aux actions suivantes :

Inspection Visuelle : Réaliser une inspection détaillée du site pour identifier les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, en tenant compte des travaux réalisés depuis la dernière mise à jour.

Analyse des Échantillons : Si nécessaire, prélever des échantillons de matériaux pour analyse en laboratoire afin de confirmer la présence d'amiante.

Mise à jour des Données : Actualiser les informations du DTA en intégrant les nouvelles données collectées sur la présence d'amiante, l'état des matériaux et leur localisation, concaténer l'ensemble des informations contenues dans les différents DDAT effectués, les opérations de désamiantage réalisées avec les preuves des éliminations des matériaux amiantés (BSDA : Bordereau de Suivi de Déchets Amiante).

Évaluation des Risques : Réévaluer les risques associés à l'amiante en fonction des nouvelles informations, en prenant en compte l'état des matériaux et les conditions d'accessibilité.

Plan d'Action : Si des matériaux contenant de l'amiante sont identifiés, élaborer un plan d'action pour leur gestion (surveillance, retrait, confinement).

Documentation : Mettre à jour et documenter toutes les actions entreprises, en s'assurant que le DTA soit facilement accessible pour les intervenants.

A l'issue de la mission, le Titulaire établit un rapport de DTA (Dossier Technique Amiante) avec sa fiche récapitulative sous 1 semaine.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, doit faire apparaître les résultats d'analyse des différents échantillons prélevés.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de

l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

Le prestataire fournira également une synthèse en format Excel reprenant tous les DTA, les évaluations périodiques des matériaux amiantés, et les actions correctives de premier et second niveau.

18 DIAGNOSTIC PLOMB

Le Titulaire doit réaliser un constat de risques d'exposition au plomb, sur des bâtiments destinés à être réhabilités, conformément aux dispositions indiquées dans l'annexe I de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Le diagnostic consiste à identifier, à partir d'enquête sur site, et à localiser les revêtements contenant du plomb, notamment la peinture, de manière exhaustive et précise dans les espaces où les travaux sont à réaliser. Le diagnostiqueur effectue sa mission conformément à la réglementation, aux recommandations applicables et à la règle de l'art.

18.1 PRÉPARATION DE LA MISSION AFIN D'ETABLIR UNE OFFRE

L'opérateur de repérage doit :

- Analyser le programme détaillé des travaux fourni par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.
- S'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant au lieu d'investigation.
- Examiner les rapports de diagnostics existants et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le recoupement des résultats.

Les conclusions de cette analyse doivent faire l'objet d'un écrit.

18.2 VISITE DE RECONNAISSANCE AFIN DE FINALISER UNE OFFRE

L'opérateur de repérage doit effectuer une visite de reconnaissance afin :

- D'identifier les locaux, zones, revêtements concernés par la présence de plomb.
- De définir les Unités de diagnostic dans chaque local (plafond, mur, réseau de fluide, conduit...) devant faire l'objet de mesures et situées dans le périmètre des travaux.
- D'indiquer au CNRS les moyens que celui-ci doit mettre à sa disposition.

Ces éléments sont formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance, adressé au CNRS. L'opérateur de repérage indique également, dans ce rapport, sa stratégie d'intervention.

18.3 MISSION DE REPÉRAGE SUITE A LA RECEPTION D'UNE COMMANDE

Pour chaque unité de diagnostic, le diagnostiqueur effectue les opérations suivantes :

- Mesurer les concentrations en plomb, à l'aide d'un analyseur portatif à fluorescence X. Les unités de diagnostic sont classées en fonction de leur concentration en plomb.
- Identifier les éléments en plomb métallique, tels que les canalisations, les feuilles d'étanchéité, ...

18.4 RENDU DE LA MISSION

A l'issue du diagnostic, le Titulaire établit un rapport sous 2 semaines indiquant notamment :

- Par local, la liste et les résultats de l'ensemble des mesures (en mg/cm²) réalisées. Ces résultats sont à formaliser dans un tableau.
- Un plan schématisé du bâtiment avec la visualisation des unités de diagnostic contenant du plomb.
- Le classement des unités de diagnostics contenant du plomb (supérieures / inférieures au seuil).
- L'état de conservation du revêtement contenant du plomb.
- La liste des éléments en plomb métallique identifiés.
- Des photos des éléments contenant du plomb.
- Des commentaires éventuels.

Le rapport établi par unité administrative, subdivisé par bâtiment, voir équipement ou installation le cas échéant, doit faire apparaître un reportage photographique, qui identifie la zone où ont été réalisées les inspections.

Il est indiqué la présence ou non de plomb pour chaque composant ou partie de composant figurant son compte-rendu de reconnaissance.

Le rapport, signé par le Titulaire, doit être remis en exemplaire informatique à l'unité administrative à l'origine de la demande. Le responsable du Service Technique et Logistique ainsi que le responsable du Service Prévention et Sécurité doivent être mis en copie lors de l'envoi de l'exemplaire informatique du rapport.

Les rapports seront fournis sous format informatique de type Excel et PDF.

Les rapports devront être conforme à une règle de nommage définie par le CNRS.

19 COUTS DES PRESTATIONS

A demande du CNRS le Titulaire émet un devis en fonction des montants indiqués dans le BPU. Les équipements qui ne seraient pas identifiés dans le BPU et pour lesquels des prestations de contrôle seraient à prévoir pourront bénéficier d'une évolution du BPU après acceptation par l'Acheteur.

20 ANNEXE

Annexe 1 – Nomenclature des sites et surface des bâtiments dont le CNRS est propriétaire/affectataire ou hébergé.